



Omar Bongo, 2018, Fabien Blanc

## CONTRIBUTIONS EXTÉRIEURES

*Juillet 2021*

*originellement publié dans la revue  
Conflits*



***Le Gabon : une stabilité  
réelle mais fragile***  
*par Fabien Blanc*

*Petit pays d'à peine 2,23 millions d'habitants, le Gabon était l'un des piliers de la Françafrique du fait notamment de la stabilité du clan Bongo. La France y possède des intérêts notables, et le pays est relativement sûr par rapport à ses turbulents voisins.*

Le Gabon est un producteur pétrolier moyen (1) , sans position stratégique notable, et à l'histoire récente plutôt stable. S'il intéresse la France, c'est parce qu'il a été (avec Djibouti, la Côte d'Ivoire et le Sénégal) au cœur de la Françafrique : depuis son indépendance, le pays a longtemps été considéré comme un des piliers de l'influence française en Afrique, en particulier sous la présidence d'Omar Bongo (2) . C'est l'un des pays du continent où elle demeure la plus forte, notamment au travers de nombreuses entreprises françaises (3) et surtout de la présence d'une base militaire permanente (environ 370 militaires français y sont actuellement déployés (4)). La France a soutenu le clan Bongo à de nombreuses reprises, et de façon décisive, lui permettant de se maintenir au pouvoir (5), notamment lors des émeutes de Libreville et de Port-Gentil en 1990 ou des élections de 1993. L'image de la France au sein de la population est en conséquence relativement négative, Paris étant régulièrement accusé de manipuler la politique gabonaise.

Les relations entre les deux pays se sont quelque peu distendues depuis l'arrivée au pouvoir d'Ali Bongo en 2009, avec en toile de fond l'affaire des biens mal acquis qui a confronté le jeune président dans sa volonté de diversification de ses partenariats : lors de la fête de l'indépendance en 2010, il a réaffirmé sa volonté de réduire sa dépendance envers l'ancien colonisateur, déclarant que celui-ci n'était plus le partenaire



Un large panneau publicitaire au centre de Libreville, 2018

exclusif du Gabon. Il s'est rapproché d'alliés traditionnels (tels que le Maroc et l'Arabie saoudite) de nouveaux partenaires asiatiques (Malaisie), et des investissements en provenance de l'Inde, de Singapour et de la Chine ont été favorisés.

Lors des élections de 2016, le clan Bongo a peu apprécié le silence de Paris, pendant qu'Ali et Jean Ping s'accusaient mutuellement d'être les marionnettes de la France. Plusieurs groupes français ont eu des difficultés et ont dû quitter le Gabon (6). En février 2018, la Société d'eau et d'énergie du Gabon (SEEG), filiale de Veolia, a été saisie par le gouvernement gabonais.

## UN PAYS SÛR

Le niveau de délinquance est relativement faible au Gabon. Il est plus important dans les quartiers est de Libreville et à Port-Gentil que dans les zones rurales, mais les actes sont généralement non violents : la petite criminalité, certes en augmentation depuis la crise, est faible, même s'il y a eu quelques vols à main armée dans des endroits fréquentés par les étrangers.

En revanche, du fait de la grande porosité des frontières du pays (avec la Guinée équatoriale, le Cameroun et le Congo), les trafics transnationaux, liés à l'exploitation illégale des ressources naturelles et au trafic d'animaux sauvages, sont importants. Si les trafiquants peuvent être armés, les zones reculées et inhabitées dans lesquelles ils opèrent limitent très largement le risque sécuritaire.

Il n'y a pas d'ancrage de cartels sud-américains au Gabon, le pays ne servant pas de lieu de transit, car le trafic de drogue (7) se limite encore à alimenter la (peu nombreuse) bourgeoisie de Libreville.

Enfin, les conflits internes intercommunautaires sont contenus, notamment car le pouvoir a réussi à acheter la paix au sein des différentes ethnies (8) grâce à un système de patronage. Les risques de guerre civile sont ainsi très faibles malgré le ressentiment qui couve à propos de la mainmise sur le pouvoir dont jouissent la famille Bongo et son clan Téké. En témoigne l'absence de réponse de la population et des forces de sécurité à l'appel lancé le 7 janvier 2019 par des putschistes pour qu'ils se joignent à eux afin de renverser le président. Cette tentative de coup d'État par des officiers gabonais ayant pris d'assaut la Télévision de la Radio Gabonaise pour y annoncer « la restauration de la transition démocratique » a ainsi été rapidement déjouée par les forces de sécurité.

### **RISQUE DE CONFLITS INTERÉTATIQUES FAIBLE**

La présence permanente de forces militaires françaises au Gabon est clairement un facteur de dissuasion contre tout acte d'agression de la part

des États frontaliers. Les risques diminuent encore en raison de l'intégration du Gabon dans la brigade de réserve régionale de l'UA en Afrique centrale et de l'intensification de la coopération en matière de sécurité avec ses voisins.

Récemment, les relations avec le Congo-Brazzaville se sont cependant fortement détériorées, principalement du fait de tensions entre les présidents Ali Bongo et Denis Sassou Nguesso. Ce dernier soupçonne en effet le clan Bongo d'avoir causé la mort de sa fille préférée, Édith, qui était l'épouse d'Omar Bongo. Plus récemment, le clan Bongo s'est irrité du soutien apporté par Denis Sassou Nguesso à la volonté apparente du fils d'Omar et d'Édith, Denis Jr. Bongo, de faire une carrière politique au Gabon. Héritier de deux familles régnantes (Gabon et Congo-Brazzaville), il dispose de moyens financiers significatifs et d'un certain prestige, même s'il est encore jeune.

Des tensions existent aussi avec le petit voisin du nord, car le Gabon dispute à la Guinée équatoriale la souveraineté de trois îles (9) depuis 1972. En 1974, un traité a été signé sans régler un problème justifié par les enjeux pétroliers : le tracé des eaux territoriales des deux pays déterminera en effet l'accès à certains gisements. Dans les années 1990, la Guinée équatoriale a relancé le différend, puis avec la médiation de l'ONU, les deux parties ont conclu en 2008 un traité autorisant la Cour internationale de justice à trancher ; la procédure est toujours en cours.

## UN PEU DE PIRATERIE

Jusqu'alors épargné par les actes de piraterie qui affectent nombre de ses voisins dans le golfe de Guinée, le Gabon a subi plusieurs incidents depuis décembre 2019 : quelques attaques ont depuis eu lieu, principalement aux environs du mouillage de Libreville (en général le dimanche à l'aube, quand l'attention est relâchée). Les pirates, basés dans le delta du Niger, ont à chaque fois enlevé des otages, comme le 3 mai 2020 par exemple, quand deux navires de pêche ont été attaqués au large de la capitale, et six membres d'équipage enlevés.

En conséquence, la France a régulièrement des frégates qui patrouillent dans la zone (10), et les centres maritimes du Gabon sont désormais prêts à utiliser la plateforme de partage d'informations Yaoundé Architecture Regional Information System, dont le but est de permettre une coordination interétatique des opérations de sécurité maritime dans le golfe de Guinée.

## MENACE TERRORISTE CONTENUE

Une seule attaque a eu lieu ces dernières années : deux journalistes danois ont été blessés au couteau en 2017 sur un marché artisanal par un Nigérien (11) de 53 ans vivant depuis dix-neuf ans au Gabon. Il s'était rendu à Libreville à dessein (depuis Booué), disant agir en « *représailles à la reconnaissance américaine de Jérusalem comme capitale d'Israël* ».

Le terrorisme était historiquement inexistant au Gabon jusqu'à cette attaque, et cet incident devrait rester

isolé, car on n'a trouvé aucun indice de soutien extérieur à l'auteur de cet attentat, de type « loup solitaire ». De plus, la présence d'une base de l'armée française améliorerait les capacités de sécurité en cas d'évolution de la menace.

Elle reste en tout cas considérée comme faible à Libreville, même si à moyen terme des attentats ne peuvent être absolument exclus en raison de l'expansion des réseaux djihadistes au sud du Sahel. Le Gabon est certes loin des zones d'action des diverses obédiences terroristes d'Afrique de l'Ouest, mais on disait la même chose de la Côte d'Ivoire avant l'attentat à Grand-Bassam en 2016. Or les frontières gabonaises sont très poreuses, dans un pays recouvert à 70 % par la forêt équatoriale.



Soldat gabonais en pleine mission de lutte contre la piraterie en 2010

## RISQUE D'IMPLOSION POLITIQUE

La vie politique gabonaise est caractérisée par un déficit démocratique important, la séparation des pouvoirs n'étant pas garantie dans les faits (12). De plus, les régulières fraudes électorales sont documentées, affaiblissant encore la légitimité du régime et renforçant la contestation sporadique par la rue, source d'instabilité.

Facteurs aggravants, la corruption endémique au sein des élites n'est pas combattue efficacement (13), le pouvoir gouverne via un système de patronage, et l'opposition, minoritaire et très divisée, est incapable d'exprimer les mécontentements populaires. Enfin, quand ils ne sont pas achetés via des postes rémunérateurs, les membres de l'opposition sont assez régulièrement arrêtés de manière arbitraire.

Le gouvernement peut compter sur le soutien des forces armées pour réprimer d'éventuelles manifestations et compenser la légitimité d'Ali, faible depuis les forts soupçons de fraude ayant durablement entaché son image (14) lors de sa réélection en août 2016. L'annonce des résultats avait conduit à des manifestations importantes doublées d'affrontements violents dans les villes de Libreville, Oyem, Port-Gentil et Lambaréné.

La légitimité d'Ali a été encore amoindrie par des interrogations sur sa capacité à gouverner à la suite de son AVC survenu en Arabie saoudite en 2018, et à sa convalescence de plusieurs mois au Maroc. Ali semble s'être remis, il a repris ses activités et audiences, mais durant son absence, les détournements de

de fonds publics semblent avoir fortement augmentés, ses proches souhaitant profiter au maximum de leur situation avant la chute éventuelle du régime.

Surtout, la vacance du pouvoir a déclenché une guerre des clans au sein de l'entourage d'Ali. En décembre 2019, Brice Laccruche Alihanga, un Franco-Gabonais directeur de cabinet et homme fort de la présidence, a été arrêté dans le cadre de l'opération dite Scorpion, accusé de détournements de fonds publics et de blanchiment d'argent. Plus qu'une opération anticorruption, Scorpion a été le prétexte permettant à la Première dame (Sylvia Bongo) et à son fils Nourredin Bongo Valentin d'accroître leur influence et de neutraliser Laccruche ainsi qu'une vingtaine de ses proches.

La mainmise politique de la famille Bongo a ainsi été réaffirmée par la nomination du fils aîné d'Ali, et les alliés de ce dernier ont pris en 2020 des positions clés au sein du gouvernement. Une stratégie de succession est donc déjà en place, si le président décidait de se retirer avant les prochaines élections. L'ascension de Nourredin pourrait cependant être un risque supplémentaire d'instabilité, car il est de notoriété publique corrompu et immature (15). La menace la plus forte pour Ali serait qu'un membre de son propre clan se présente aux élections présidentielles en 2023 contre le candidat officiel. Ali doit en effet composer avec des opposants au sein même de son clan, notamment parmi ses demi-frères : Frédéric, ancien directeur des services spéciaux (qui a été écarté du pouvoir et nommé attaché militaire en Afrique du Sud), et Christian, qui s'est depuis peu mis discrètement au service de Denis Sassou N'Gusso.



## RISQUE D'EXPLOSION SOCIALE

Finalement le mécontentement social aggravé par la crise du Covid reste la principale menace sécuritaire au Gabon. Des émeutes importantes pourraient se reproduire notamment en 2023, lors des prochaines élections générales. Les manifestations risquent en effet de prendre encore une tournure violente à Libreville, mais surtout à Port-Gentil : dans cette cité ouvrière, la vie économique tourne autour des activités pétrolières, mais la chute vertigineuse des cours a entraîné la fermeture de sociétés de sous-traitance pétrolière et de nombreuses suppressions d'emplois.

Le PIB par habitant atteint certes presque 8 000 dollars, mais cela ne veut rien dire si l'on considère les inégalités abyssales créées par cette économie de rente (16). Les frasques de la famille Bongo, les immeubles dans le triangle d'or parisien, les centaines de millions volatilisés en luxe ostentatoire, sont bien documentés et connus des citoyens gabonais. Difficile aussi dans ces conditions de justifier le programme d'austérité annoncé en juin 2018, et qui, s'il était maintenu, devrait provoquer grèves et manifestations à l'initiative des syndicats.

La situation sanitaire a jusqu'ici servi d'excuse au gouvernement pour restreindre les regroupements (et ainsi l'expression sporadique du mécontentement). Canalisés, ceux-ci auraient pourtant pu servir de soupape de décompression. Au contraire, fin février, quand des groupes de jeunes (17) sont sortis dans la rue dans un des quartiers de Libreville, la situation a rapidement dégénéré en affrontements avec la police qui a mortellement blessé par balles deux émeutiers. La sortie des

mesures de contrôle, encore moins justifiées maintenant que la pandémie marque le pas en Europe, risque d'être une période extrêmement délicate.

In fine, la captation de la richesse du pays par un clan restreint n'est pas seulement immorale, elle est dangereuse à moyen terme. Car trop de corruption, c'est comme trop d'impôt, il y a un seuil au-delà duquel même les peuples réputés résilients commencent à s'agiter.

## Sources

- 1 - 230 000 barils par jour.
- 2 - 1967-2009.
- 3 - Il y a eu jusqu'à 30 000 Français au Gabon, et encore 10 000 avant la crise du Covid, mais beaucoup moins dorénavant.
- 4 - En diminution, après avoir l'été 1 000, puis 600.
- 5 - Le pouvoir est en outre féru d'écoutes téléphoniques, confiées à des opérateurs étrangers (notamment français et israéliens). Edgard Anicet Mboumbou Miyakou, l'actuel ministre de la Communication et de l'Économie numérique, était auparavant ministre de l'Intérieur et de la Justice.
- 6 - Ainsi de Bouygues Énergie, Services, Veritas, ou Sodex, en 2018.
- 7 - Environ 550 tonnes de résine de cannabis ont été saisies dans le pays entre 2018 et 2019 ; les dernières saisies relativement importantes datent de février et avril 2021.
- 8 - Les principales ethnies sont : Fang (23 %), Shira-Punu/Vili (19 %), Nzabi-Duma (11 %), Mbede-Teke (7 %), Myene (5 %), Kota-Kele (5 %), Twas (3 %), Okande-Tsogo (2 %).
- 9 - Mbanié, d'une surface de 20 hectares et deux îlots, Cocotiers et Conga.
- 10 - Et même plus au sud, jusqu'à Luanda, dans le cadre de l'opération Corymbe en cours.
- 11 - Plus de 90 % de la population est chrétienne, mais la minorité musulmane est en croissance, du fait de l'immigration en provenance d'Afrique de l'Ouest (Maliens et Sénégalais représentent ainsi 3,5 % de la population du pays).
- 12 - La Cour constitutionnelle est ainsi présidée par une proche d'Ali, ce qui permet au pouvoir de contrôler les décisions sur la constitutionnalité des lois, la composition de la commission électorale ou encore les contentieux électoraux.
- 13 - L'existence de réseaux de corruption bien connectés a été illustrée en 2019 par la saisie et la disparition subséquente de centaines de conteneurs de bois tropical rare (kevazingo). En revanche, les procès pour détournement de fonds présumé servent surtout à punir les politiciens en disgrâce.
- 14 - La mission d'observation de l'Union européenne avait fait part « d'anomalies » qui « mettent en question l'intégrité » de l'élection.
- 15 - Il n'a que 27 ans.
- 16 - L'activité pétrolière représentait, jusqu'en 2014, plus de 85 % des recettes d'exportation.
- 17 - La situation est d'autant plus explosive que la moitié de la population a moins de 25 ans et est au chômage.